



## **L'AFRIQUE EN PRE-EMERGENCE : Organiser la capacité d'absorption afrocentrique**

Dr Yves Ekoué Amaïzo  
Directeur du groupe d'influence « Afrocentricité »  
[yeamaizo@afrocentricity.info](mailto:yeamaizo@afrocentricity.info)  
6 septembre 2012

Personne ne peut mettre en cause le fait que parmi les moteurs du développement, il faut bien citer le rôle du gouvernement, de la géographie, de la croissance économique mais aussi de la qualité des institutions. En réalité, le véritable moteur de l'épanouissement économique est l'homme et la femme, dès lors qu'ils sont placés au centre du processus de création de valeurs ajoutées et de richesses. Aussi, c'est aussi la finalité du développement et le sens donné à ce développement qui doivent préoccuper les peuples qui ont subi les agressions économiques de peuples qui confondent la saine compétitivité avec l'accaparement du bien d'autrui. Le « *solidarisme africain* »<sup>1</sup> ne peut être exclu du débat.

Lorsque les économistes orthodoxes comme Daron Acemoglu et James Robinson s'interrogent sur « *l'origine du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté* » pour expliquer les « *raisons des échecs des nations* »<sup>2</sup> ou les économistes non-orthodoxes comme Erik Reinert s'interrogent sur « *comment les pays riches sont devenus riches et les pays pauvres sont demeurés pauvres* »<sup>3</sup>, les Africains ne doivent pas se tromper sur la capacité des experts d'évacuer le fait qu'un choix de civilisation a été fait par ceux-là mêmes qui n'ont pas compris que le pouvoir hérité de l'avance militaire, technologique et économique ne peut reposer exclusivement sur la fatalité de la pauvreté.

L'Afrique est donc au tournant de la capacité de ses dirigeants à organiser leur émergence économique afin d'assurer leur place dans un monde où les enjeux de puissance sont aux fondements du type de civilisation pacifique et solidaire que les Africains souhaitent mettre en place. Il ne faudrait pas que le choix opéré par les dirigeants africains se fasse aux dépens des peuples africains.

### **1. UNE PRE-EMERGENCE AFRICAINE SANS PARTAGE ?**

Si l'on considère au moins sept des principaux critères identifiés par Afrocentricity Think Tank qui permettent de juger de l'émergence d'un pays ou d'une région, l'Afrique en tant que continent ne remplit pas les conditions. Alors tous ceux qui rappelaient que le 21<sup>e</sup> siècle serait le siècle de l'Afrique devraient revoir leur copie à la lumière des conditions objectives permettant de parler d'émergence et surtout de pérenniser cet état. Pourtant, aucun Africain ne doit se faire tromper par une analyse pertinente mais incomplète menée sur les véritables moteurs du développement économique entre les experts économistes qui ne voient le monde que d'un point de vue occidendo-centriste.

Au regard de la croissance accélérée de l'économie, sur les dix dernières années, l'Afrique présente une croissance du produit intérieur brut (PIB) en progression et qui dépasse la moyenne mondiale. Si l'on se réfère à l'Afrique subsaharienne avec 4,8 % en 2009-2010 et



4,2 % pour la moyenne mondiale, le premier des critères de l'émergence est atteint mais il importe que tout ceci perdure.

Par contre, si l'on s'attarde sur la croissance du PIB par habitant de 2009-2010, l'Afrique subsaharienne avec ses 1 176 \$US par habitant a un revenu par habitant 9 fois inférieur à celui de la moyenne mondiale, 9 069 \$US. Ce deuxième critère n'est pas atteint. Si l'on y rajoute les asymétries de l'inégalité des revenus et des salaires au sein de la population africaine, la capacité des dirigeants africains à améliorer collectivement le sort de leur population comme l'a démontré la Chine en moins de 20 ans n'est pas encore au rendez-vous. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que les régimes autocratiques africains affichent de plus en plus ouvertement que le développement serait « incompatible » avec la démocratie. Le feu Président éthiopien, Meles Zenawi était un fervent adepte contrairement au feu Président ghanéen John Atta Mills lequel croyait à la vertu de la démocratie et à la redistribution des richesses. Il faut donc une convergence du pouvoir d'achat africain en direction de la moyenne mondiale pour croire que l'Afrique est véritablement en route vers l'émergence économique et sociale.

Le troisième critère pour véritablement parler d'émergence est l'amélioration ou tout au moins la convergence de l'indicateur du développement humain qui a été établi par le Programme des Nations Unies pour le Développement vers la moyenne mondiale. Ce critère prenant en compte de nombreux sous-critères de bien-être de l'individu suit la trajectoire du PIB par habitant. Avec un indicateur IDH en 2011 de 0,463 pour l'Afrique subsaharienne et une moyenne mondiale de 0,682, l'Afrique ne semble pas converger rapidement vers le « haut » et demeure loin de la moyenne mondiale et très loin de pays industrialisés comme la France qui affiche 0,884.

Il faut bien conclure que sur les trois critères mentionnés plus haut, l'humain n'est pas au centre des préoccupations de l'émergence africaine.

## **2. REFUS DE TRANSFORMER SES MATIERES PREMIERES LOCALEMENT ?**

Le quatrième critère pourrait être la capacité d'attraction des investissements étrangers directs (IED) et des investissements en portefeuille (IP) dans le pays. Selon la Banque mondiale<sup>4</sup>, les IED au plan mondial sont de 1 430,4 milliards de \$US alors que pour l'Afrique subsaharienne, on atteint difficilement 24,9 milliards de \$US, soit à peine 1,7 % du total. Les investissements en portefeuille au plan mondial s'élèvent à 779,5 milliards de \$US alors que pour l'Afrique subsaharienne, ce montant n'est que de 8 milliards de \$US, soit 1,0 % du total. Cette faible capacité d'attraction est en train de s'améliorer sans pour autant que cela profite aux populations africaines.

Le cinquième critère retenu ici est la diversification de l'économie identifiée par le niveau élevé de la quantité et de la qualité des produits exportés d'un pays. Sur ce plan aussi et à part l'Afrique du sud et quelques pays comme Maurice, le nombre de produits de qualité exportés en quantité par les pays africains est faible. Il s'agit d'ailleurs souvent d'économies exportant quelques matières premières non transformées. L'Afrique se prive ainsi des retombées comme l'emploi, l'amélioration du pouvoir d'achat et surtout la paix sociale qu'offre tout le processus d'industrialisation et de développement des capacités productives. La plupart des pays africains exportent moins de 50 produits de qualité et en quantité importante alors qu'en comparaison, la Chine à elle seule exporte plus de 4500 de ces produits ou la Turquie qui est réellement en émergence, plus de 3200.



Le sixième critère retenu pour déterminer le niveau d'émergence d'un pays se retrouve dans sa prédisposition à améliorer sa capacité et sa capabilité productives. En effet, il s'agit d'un acte volontaire, régulier et prioritaire. Aussi, il importe d'analyser les progressions de la valeur ajoutée industrielle (VAI) ainsi que la valeur ajoutée manufacturière (VAM) en référence aux moyennes mondiale, continentale, régionale et à la moyenne des pays émergents du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du sud). En prenant 2010 comme année de référence, et avec une VAI mondiale s'élevant à 25% du PIB et celle de l'Afrique subsaharienne atteignant 30% du PIB, l'Afrique répond positivement à ce critère sauf que la VAI comprend aussi les « extractions » et donc les produits non transformés et sans valeurs ajoutées distribuées au niveau local.

Il faut donc aussi analyser la performance au plan de la VAM qui s'élève à 16 % du PIB au plan mondial et seulement 13 % du PIB pour l'Afrique subsaharienne. Il faut bien constater une réelle « désindustrialisation » mondiale paradoxalement occasionnée par les délocalisations intempestives et une automatisation des processus industriels même si l'Afrique subsaharienne n'en a pas été le principal bénéficiaire. En effet, la VAM mondiale était de 19 % du PIB en 2000 avant de chuter à 16 % du PIB en 2010. Celle de l'Afrique subsaharienne était de 15 % du PIB en 2000 avant de chuter aussi à 13 % du PIB en 2010. Pour mémoire, la VAM de la Chine est passée de 30 % du PIB en 2000 à 32 % du PIB en 2010<sup>5</sup>. L'Afrique subsaharienne ne remplit donc pas le sixième critère de convergence retenu.

Le point commun à ces trois derniers critères est bien le refus de transformer localement les matières premières africaines au profit de la création d'emplois locaux.

### **3. CAPACITE D'ABSORPTION SOUS-EMPLOYÉE**

Le septième critère de convergence retenu repose sur l'évaluation de la fluidité et la prévisibilité de l'environnement des affaires. Il est question de savoir si l'espace institutionnel, légal et de régulation des transactions permet d'opérer avec le maximum de sécurité et d'efficacité. Les indicateurs sont nombreux. En choisissant comme référence l'année 2011, le nombre de procédures pour enregistrer une propriété, l'Afrique subsaharienne a une moyenne de 6 procédures alors que la Chine n'en a besoin que de 4. Mais si l'on compare le temps requis pour enregistrer une propriété, l'Afrique subsaharienne est une véritable bureaucratie avec plus de 66 jours en moyenne pour enregistrer une propriété alors que la Chine n'a besoin que de 29 jours. L'Afrique subsaharienne de manière générale ne remplit pas ce dernier critère d'une économie en émergence. Aussi, la capacité de l'Afrique à avancer vers l'agilité ainsi que sa capacité d'absorption du savoir, des technologies et à les mettre au service des populations risquent d'être limitée.

Aussi, le niveau d'émergence de l'Afrique subsaharienne ne peut être considéré comme robuste, ni même fragile mais comme vulnérable. L'Afrique est donc en pré-émergence. Pour les pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire, essentiellement les pays riches de matières premières exportées sans transformation, l'émergence risque d'être décalée. Aussi, c'est une prise de conscience collective sur l'absence d'une vision afrocentrique de l'émergence des économies africaines qui limitent les actions collectives des dirigeants africains, trop occupés à s'organiser pour conserver le pouvoir... Le cumul des mandats dans le temps est foncièrement anti-démocratique et nuit à l'émergence de l'Afrique



Bien que l'économiste Jeffrey Sachs estime que les « *élites autoritaires* » ne sont pas « *nécessairement hostiles au progrès économique* » et que les « *dictateurs ont parfois agi en tant qu'agents de profondes réformes économiques, souvent parce que les menaces internationales ont forcé leurs mains*<sup>6</sup> », il ne faut pas être dupe des réalités des soi-disant menaces internationales qui ne sont pas nécessairement à priori en faveur de la protection des valeurs et des droits humains. Ces menaces internationales peuvent parfois ne servir qu'à conserver en place ces autocrates et ces dictatures africaines dès lors que ces derniers ont compris qu'il suffisait de « *vendre l'Afrique* » aux intérêts étrangers pour bénéficier au mieux du silence, au pire de l'appui direct militaire, budgétaire sans compter les invasions culturelles et commerciales grâce à l'adhésion à la libération totale des échanges.

En moins de 20 ans et dès 1980, la Chine est devenue l'économie avec la plus forte croissance dans l'histoire en organisant sa capacité d'absorption mais aussi en assurant la redistribution sous forme de pouvoir d'achat à son peuple. La Chine a ainsi sorti la plus grande partie de son peuple de l'extrême pauvreté en un temps record. Avec la maîtrise de cette capacité d'absorption, la Chine est en train de préparer une nouvelle étape dans l'émergence qui va reposer sur l'innovation. Aussi, les pays africains ne doivent pas nécessairement se concentrer uniquement sur la recherche de l'innovation mais plutôt à organiser et maîtriser leur capacité d'absorption sur tous les plans. Cela ne peut se faire sans passer par la case formation et diffusion du savoir organisationnel, décisionnel et technologique. Une telle perspective ne peut se faire dans une société de non-droit où la contre-vérité des urnes fait office de droit commun. Aussi, cette capacité d'absorption ne peut éclore dans un environnement de dirigeants autocrates ou dictateurs. L'Etat interventionniste pourrait jouer un rôle à condition d'accepter de réduire ses fonctions régaliennes à celles de régulateurs et laisser les acteurs libres s'organiser pour soutenir l'émergence de l'Afrique.

#### **4. LES MENTALITES FREINENT L'EMERGENCE, PAS LA CULTURE**

Que certaines civilisations aient choisi de retarder l'émergence de l'Afrique et des Africains y compris celle de la Diaspora collectivement n'est plus une question qui fait débat. Le vrai débat est de s'organiser pour que cela ne continue plus.

Aussi, le type de domination esclavagiste et coloniale sur les Africains demeure la première et principale cause du retard dans l'émergence de l'Afrique. Avec les prises de consciences multipolaires sur le continent, la géographie, l'Etat et la croissance économique sont des critères qui éclairent aussi la situation actuelle. Il est donc inutile d'opposer les éléments explicatifs de la situation d'émergence retardée de l'Afrique. Pourtant, nul ne doit oublier d'intégrer les mentalités, la fameuse barrière culturelle selon la façon dont la culture est valorisée ou pas... Il devient urgent de revoir le principe de l'accumulation des richesses en Afrique à la lumière du « *solidarisme africain* ». Ce piège qui consiste à contribuer à creuser la distance entre les fonctions d'épargne et d'investissement sur le continent ne peut que relever d'une responsabilité partagée. YEA.

6 septembre 2012

© Yves Ekoué Amaïzo

[www.afrocentricity.info](http://www.afrocentricity.info)



**Afrocentricité Groupe d'influence**  
**Afrocentricity Think Tank**

[www.afrocentricity.info](http://www.afrocentricity.info)  
[info@afrocentricity.info](mailto:info@afrocentricity.info)

- 
- <sup>1</sup> Amaïzo Y. E. (2010). *Crise financière internationale. Des réponses alternatives de l'Afrique*, éditions Menaibuc : Paris.
- <sup>2</sup> Acemoglu D. and Robinson J. (2011). *The Origin of Power, Prosperity and Poverty: Why Nations Fail*, Crown Business: New York.
- <sup>3</sup> Reinert E. (2007). *How rich countries got rich... and Why Poor Countries stay poor*, Constable: London.
- <sup>4</sup> World Bank (2012). *World Development indicators 2012*, World Bank: Washington D.C.
- <sup>5</sup> World Bank, op. cit.
- <sup>6</sup> Sachs J. (2012). "Government, geography and growth: The true drivers of economic development", in *Foreign Affairs*, Sept-Oct 2012, see <<http://www.foreignaffairs.com/articles/138016/jeffrey-d-sachs/government-geography-and-growth>>, accessed 5 September 2012.